

Libération des quatre Français otages en Syrie

LE MONDE | 21.04.2014 à 11h30 • Mis à jour le 21.04.2014 à 17h08 |

Par **Christophe Ayad** (/journaliste/christophe-ayad/) Et **Benoît Hopquin** (/journaliste/benoit-hopquin/)

An error occurred: Can't find variable: DM at
http://www.dailymotion.com/embed/video/x1q69ul?
syndication=131181 line 526

Il y avait de la joie, du bonheur, bien sûr, dimanche matin 20 avril, à 8 h 55, sur le tarmac de Villacoublay, quand un hélicoptère a déposé les quatre ex-otages français détenus en Syrie. Edouard Elias, 23 ans, Didier François, 53 ans, Nicolas Hénin, 37 ans, Pierre Torres, 29 ans, ont été accueillis par le président de la République, François Hollande, et par le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius.

Lire les dernières informations Otages en Syrie : 10 mois de détention « menottés, en sous-sol » (/proche-

orient/article/2014/04/21/otages-en-syrie-10-mois-de-tension-et-de-stress_4404610_3218.html)

Puis, ce protocole, du moins cet usage français des retours de captivité, respecté, ils ont embrassé la vingtaine de membres de leurs familles présents. Les effusions se sont poursuivies loin des caméras et des micros, dans le salon d'honneur, chaque clan entourant son proche, et François Hollande évoluant de l'un à l'autre. Parfois, l'émissaire d'une famille partait

s'enquérir auprès d'un autre cercle. *« Le nôtre a l'air bien. Et le vôtre ? »*

Mais, hésitant entre rires et larmes, ces épanchements ont gardé quelque chose de contenu, voire d'un peu gêné. Didier François, grand reporter à Europe 1, a sans doute donné l'une des clés de cet embarras lors d'une brève prise de parole faite au nom des quatre journalistes libérés : *« Ça a été long, mais on n'a jamais douté. De temps en temps, on avait des bribes, on savait que tout le monde était mobilisé. On a cette chance d'être français. »*

Nulle envolée patriotique dans cette remarque. Plutôt quelque chose comme un injuste sentiment de culpabilité. L'ancien otage avait en tête le sort des quinze à vingt autres détenus. Quand leurs ravisseurs les ont relâchés, vendredi, les quatre Français laissaient derrière eux des Occidentaux, des Libanais ou des Turcs, sans parler des Syriens, qui ne bénéficient pas forcément de la même sollicitude de leurs compatriotes et du même intérêt de leur gouvernement. La semaine dernière, Diane Foley, la mère de James, un journaliste américain enlevé le 22 novembre 2012 et officiellement porté disparu, était venue le dire à Paris, racontant son sentiment de solitude aux membres du comité de soutien des otages, leur demandant comment faire pour mobiliser une opinion publique et un gouvernement américains atones, presque indifférents à son sort.

LA DÉTENTION

Ces hommes encore retenus en otage étaient là, tels des ombres, sur le tarmac de Villacoublay. La menace qui pèse sur eux contraignait forcément le discours. Les quatre libérés se sont donc montrés très peu diserts sur leurs conditions de détention et sur leurs geôliers. *« Ça n'a pas toujours été facile »*, a simplement dit Nicolas Hénin, qui a ajouté n'avoir *« pas toujours »* été bien traité, notamment après une tentative d'évasion, au troisième jour de sa captivité, le temps d'une nuit où il s'est éloigné de 10 km avant de se faire reprendre par ses ravisseurs.



Nicolas Hénin, journaliste au "Point", fait partie des quatre otages libérés samedi en Turquie. | AFP/KENZO TRIBOUILLARD

Enlevés en juin 2013, les ex-otages ont passé dix mois enfermés dans des sous-sols, sans voir le ciel. Ils ont été durant un mois et demi enchaînés les uns aux autres. Et ont été déplacés à une dizaine de reprises « *dans des conditions un peu abracadabrantes* », a expliqué Didier François. Ce dernier avait été privé de ses lunettes. En partant en reportage, il avait emporté un livre : *Notre guerre secrète au Mali*, d'Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé (Fayard). Edouard Elias lui faisait donc la lecture. Le photographe avait, lui, emporté *L'Iliade*, qui lui a été confisqué par les ravisseurs.

Lundi matin, sur Europe 1, Didier François a raconté que, après leur rapt, ils n'ont ni mangé ni bu durant quatre jours et sont restés quatre mois sans pouvoir prendre de douche. Ils ont subi « *des interrogatoires* », « *des coups* » et « *des simulacres d'exécution, pistolet sur la tempe* ». Dans un registre plus léger, ils étaient parvenus, à l'insu de leurs geôliers, à se fabriquer un jeu d'échec avec des boîtes de fromage. Mais il leur est aussi arrivé de faire, avec leurs gardiens, une bataille de boules de neige dans leur cellule. Enfin, l'insupportable promiscuité n'a pas manqué de créer tensions et coups de gueule entre les reclus.

LA LIBÉRATION

Les quatre hommes n'ont pas été prolixes non plus sur les conditions de

leur libération. Y a-t-il eu versement d'une rançon ou une contrepartie ? Laurent Fabius a donné une réponse sur Europe 1, dimanche matin : *« L'Etat français ne paie pas de rançon. C'est une instruction du président de la République que nous respectons. »* Ce qui n'exclut pas l'intervention de pays amis, notamment des Etats du Golfe, qui ont des relais parmi les groupes djihadistes. *« Tout est fait par des négociations, des discussions, a insisté le ministre des affaires étrangères. Je ne veux pas être plus précis »,* motivant sa discrétion par les négociations encore en cours pour libérer les deux otages français détenus au Sahel, Serge Lazarevic et Gilberto Rodrigues Leal.



Le président Hollande a accueilli les ex-otages à Villacoublay. | AFP/KENZO TRIBOUILLARD

Peu de précisions ont filtré sur les circonstances de la remise en liberté. Les médias turcs affirment que les quatre hommes ont été retrouvés, samedi matin, errant, ligotés et les yeux bandés, dans le no man's land entre la Syrie et la Turquie, à Akçakale. *« C'est complètement faux, a affirmé Nicolas Hénin. Nous avons, tous les quatre, traversé la frontière avec la tête tout à fait découverte et les mains dans les poches, et nous avons été dirigés par nos ravisseurs vers une position de l'armée turque qui nous a pris en charge. »*

Les services français, notamment la DGSE, très impliqués dans la négociation, étaient-ils présents à ce moment-là ? Y a-t-il eu quiproquo avec les autorités turques ? Mystère. Les quatre hommes ont été retenus

quelques heures dans un commissariat, avant d'être conduits vers la ville de Gaziantep.

L'ANNONCE

Une chose est avérée. La communication officielle à Paris a été contrariée par un tweet émanant d'un proche du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, annonçant la libération des otages. Habituellement, les autorités françaises attendent que l'avion du retour ait décollé et que les otages soient définitivement en sûreté pour confirmer un heureux dénouement.

La fuite a obligé Paris à anticiper l'annonce et a perturbé ensuite l'organisation du rapatriement, d'où le sentiment d'un flottement durant tout l'après-midi du samedi. Dans la soirée, les quatre hommes ont enfin embarqué dans un avion en direction de la base militaire d'Evreux. François Hollande a remercié les autorités turques pour leur aide et avait pris soin d'appeler lui-même les familles, dès samedi matin. Il est tombé à chaque fois sur des répondeurs...



François Hollande et Laurent Fabius ont accueilli Didier François, Edouard Elias, Nicolas Hénin et Pierre Torres à leur arrivée à Villacoublay, dimanche 19 avril. Les quatre hommes étaient retenus en otages en Syrie depuis le mois de juin 2013. | JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR "LE MONDE"

Le seul à avoir décroché fut José Torres. « *Qui êtes-vous ? Votre voix me dit quelque chose* », a demandé l'interlocuteur, craignant un pitoyable canular.

Depuis quelques semaines, les familles des otages et le comité de soutien, présidé par Serge July, pressentaient une accélération des tractations. La libération récente des trois otages espagnols – d'abord Marc Maginedas (*El Periodico*), le 2 mars, puis Ricardo Garcia Vilanova et Javier Espinosa (*El Mundo*), le 29 mars – semblait de bon augure. Les Français seraient les prochains sur la liste.

LES RAVISSEURS

En fait, le véritable tournant pour les otages est intervenu en janvier, lorsque des groupes apparentés à l'Armée syrienne libre (ASL), le bras officiel de l'opposition syrienne, mais aussi des formations salafistes plus modérées ou nationalistes sont passés à l'attaque contre l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), un groupe dissident d'Al-Qaida qui rêve d'instaurer un califat à cheval sur la Syrie et l'Irak – Da'ich en arabe. Lassés des exactions de cette formation, fondée par des Irakiens et rejointe par de nombreux djihadistes étrangers, notamment européens, mais aussi tchétchènes ou en provenance du Maghreb et des pays du Golfe, ils l'ont chassée des provinces d'Alep et d'Idlib. Il est vrai que l'EIIL passe plus de temps à attaquer les autres groupes rebelles, volontiers taxés d'apostasie, plutôt que le régime de Bachar Al-Assad. En échange, ce dernier, qui a libéré de prison certains des cadres djihadistes de l'EIIL – qui avaient participé à la guérilla contre les forces américaines en Irak après 2003 – peu après le début de la révolution syrienne en 2011, se garde bien de bombarder les positions de Da'ich. Laurent Fabius y voit une « *complicité objective* » entre le régime syrien et ce groupe terroriste. Agit-il pour autant sur ordre et ses commanditaires sont-ils à Damas ? Nul n'en a la preuve.

Lors de sa fulgurante montée en puissance en Syrie tout au long de l'année 2013, l'EIIL a passé son temps à racheter, récupérer et prendre de nouveaux otages occidentaux. Jusqu'à aboutir au chiffre stupéfiant d'une trentaine. Du jamais-vu, même au Liban dans les années 1980, ou plus récemment en Irak et en Afghanistan. D'autant que, dans les premiers temps, les ravisseurs ne communiquent pas: ils ne demandent rien, ne revendiquent rien, ne disent rien. Ils se contentent de « stocker » des otages, entretenant une stratégie de terreur silencieuse.

Face à ce cas inédit, les services de renseignement de plusieurs pays européens mettent en commun leurs informations et leurs contacts. Même les Américains et les Britanniques sont là, bien qu'ils s'abstiennent de toute action pour faire libérer leurs otages. Au début de l'automne, des contacts sont noués, plus ou moins soutenus. « *On savait qu'il y avait un processus en cours et qu'on avait des raisons d'y croire* », raconte Nicolas Hénin.

Malgré les mauvais traitements.

Des preuves de vie sont régulièrement envoyées sous la forme de vidéos dans lesquelles les otages, en tenue orange à la manière des détenus de Guantanamo, déclinent leur identité à tour de rôle. « *A un moment, raconte une source proche des services de renseignement, on s'est demandé si leur projet n'était pas de bâtir un Guantanamo à l'envers.* » D'autres pensent que les otages servent de boucliers humains.

La situation est d'autant plus compliquée que, parmi les ravisseurs, « *il y a des Français, il y a des Belges, il y a des Italiens, enfin, il y a toute une série d'Européens (...) qui sont partis, comme ils disent, faire le djihad en Syrie* », a expliqué Laurent Fabius dimanche matin. Nicolas Hénin l'a confirmé dans un entretien à Arte le soir même: « *On avait clairement la présence de gens qui se présentaient comme des djihadistes qui parlaient très bien le français pour certains, ou l'anglais.* » Dans ces conditions, le moindre faux pas peut avoir des conséquences dramatiques. Tout en confirmant ces informations, Didier François n'a pas voulu donner de détails supplémentaires qui pourraient nuire au sort de ceux qui restent en captivité.

LA NÉGOCIATION

Les défaites de l'EIIL dans la fratricide guerre avec les autres factions rebelles – qui a causé plus de 1 500 morts à ce jour – contraignent le groupe à se replier sur son fief de Rakka, où Pierre Torres et Nicolas Hénin avaient été pris. C'est là aussi qu'avait été enlevé le père jésuite italien, Paolo Dall'Oglio, très respecté pour son soutien à la révolution syrienne: il était venu tenter une médiation fin juillet avec les desperados de l'EIIL. Un deuxième facteur fragilise le groupe: début janvier aussi, l'armée irakienne lance une offensive dans la province d'Anbar, en particulier à Falloujah, dont l'EIIL a fait un bastion. Les cadres irakiens du mouvement quittent précipitamment la Syrie pour retourner se battre dans leur patrie d'origine.

Dans cette situation de repli, les otages sont devenus un poids plus qu'un précieux butin. Ils mobilisent énormément de gardiens, de logistique, de communications. « *On sent bien que les ravisseurs sont entrés dans une logique classique de négociation* », précise le comité de soutien des otages français, qui a été actif tout au long de la détention, alternant manifestations publiques et lobbying plus discret auprès d'un exécutif qui n'a cessé de suivre de près l'affaire. Tous les mardis, François Hollande, qui connaissait personnellement Didier François en raison de son passé de fondateur de SOS-Racisme, s'entretenait avec Laurent Fabius et Jean-Yves Le Drian du sort des otages.

[**Christophe Ayad**](#) (/journaliste/christophe-ayad/)

Suivre

Journaliste au Monde

[**Benoît Hopquin**](#) (/journaliste/benoit-hopquin/)

Suivre

Journaliste au Monde

Deux reporters et deux photographes libérés

Didier François, 53 ans, est grand reporter à Europe 1. Après être passé par la Ligue communiste révolutionnaire et avoir cofondé SOS-Racisme, il a travaillé au *Matin de Paris*, puis à *Libération* comme reporter de guerre.

Edouard Elias, 23 ans, photographe indépendant, a été enlevé avec Didier François, le 6 juin, au nord-est d'Alep, peu après avoir franchi la frontière turque.

Nicolas Hénin, 38 ans, travaille régulièrement pour Arte et *Le Point*. Spécialiste du monde arabe, il est basé à Addis-Abeba.

Pierre Torres, 29 ans, est océanographe de formation et photographe. Il a été kidnappé avec Nicolas Hénin, le 22 juin, à Raqqa.

Serge Lazarevic et Gilberto Rodrigues Leal sont les deux derniers otages français dans le monde. Le premier a été enlevé le 24 novembre 2011 et le second le 20 novembre 2012, tous deux au Mali.